

**EVOLUTION LEGISLATIVE DU SECTEUR AUDIOVISUEL MAROCAIN :
DU MONOPOLE DE L'ÉTAT A LA LIBERALISATION**

**LEGISLATIVE EVOLUTION OF THE MOROCCAN AUDIOVISUAL SECTOR:
FROM STATE MONOPOLY TO LIBERALIZATION**

ABDELLATIF NASSIB BEN MESNAOUI

Enseignant chercheur à l'Institut Supérieur des Métiers de l'Audiovisuel et du Cinéma
Rabat, Maroc.

abdounassib70@gmail.com

RESUME

Le présent travail a pour objectif de mettre l'accent sur l'organisation juridique du secteur audiovisuel au Maroc en exposant les différents aspects de son changement de la monopolisation de l'État à sa libéralisation. Nous avons cherché à travers ce travail à montrer comment la place particulière de l'audiovisuel a poussé l'État Marocain à le monopoliser et chercher à devenir le seul acteur dans le domaine avant le protectorat et après l'indépendance. Et comment les pouvoirs publics au Maroc ont commencé à marquer leurs premiers pas vers la libéralisation du secteur audiovisuel.

Mots clés :

Audiovisuel ; législation ; Maroc ; Monopole ; Libéralisation.

ABSTRACT

The purpose of this work is to focus on the legal organization of the audiovisual sector in Morocco by explaining the various aspects of its change from monopolization of the State to its liberalization. We sought through this work to show how the special place of the audiovisual industry has pushed the Moroccan State to monopolize it and seek to become the only actor in the field before the protectorate and after independence. And how the public authorities in Morocco have begun to mark their first steps towards the liberalization of the audiovisual sector

Key words:

Audiovisual; Legislation; Morocco; Monopoly; Liberalization.

INTRODUCTION

De nos jours, les médias audiovisuels sont devenus de plus en plus présents dans notre vie quotidienne. Ils constituent une partie intégrante de la vie politique, économique et sociale de toute société. La place particulière de l'audiovisuel a poussé la plupart des pays du tiers-monde à le monopoliser et chercher à devenir le seul acteur dans le domaine.

Par ailleurs, à la fin des années quatre-vingt, un grand nombre de transformations a touché, essentiellement, la vie politique, les libertés publiques, les droits de l'homme et la liberté des médias et surtout après l'effondrement de la bipolarité qui a changé le monde.

Au Maroc, les opportunités qu'offre le paysage audiovisuel a poussé les différents intervenants nationaux politiques, économiques ou sociaux à essayer d'en tirer profit. C'est pour cela, il était indispensable d'instaurer un cadre juridique adéquat, propice à la garantie d'un espace audiovisuel qui prône les règles de liberté, de démocratie et de pluralisme, en respect des règles d'éthique et de déontologie.

En effet, c'est à partir de 2002, avec l'adoption du Décret-loi portant suppression du monopole de l'État en matière de radiodiffusion et de télévision et la création de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA, que le Maroc a commencé un long processus juridique relatif à la communication audiovisuelle en vue d'organiser et de réglementer la libéralisation de ce secteur.

La présente recherche s'inscrit dans ce contexte de mutations et de changements et leurs impacts, au niveau théorique et pratique, sur les opérateurs audiovisuels et les professionnels du secteur. Ces derniers sont en situation perpétuelle d'adaptation avec les nouveaux concepts théoriques que la loi relative à la communication audiovisuelle a apporté depuis 2005. Ils sont appelés à revoir, constamment, de près leurs stratégies communicatives afin de répondre aux exigences des lois régissant le secteur, aux dispositions des cahiers de charges et aux décisions réglementaires de la HACA dans la perspective de les mettre en application au niveau pratique.

Donc, le vif intérêt de cette recherche est de mener une étude juridique exploratoire qui n'a pas encore été entreprise, dans un cadre académique et scientifique, et qui avait pour objectif d'étudier l'évolution législative du secteur audiovisuel au Maroc que celui que nous entendons développer ici.

Ce vif intérêt du sujet se traduit actuellement par l'importance croissante d'une critique plus large concernant la réorganisation du secteur audiovisuel au Maroc et les apports de sa libéralisation. L'interprétation de ces nouvelles notions et dispositions est devenu emblématique. *« Formulées en termes très généraux, ces limitations sont susceptibles d'être interprétées d'une manière pouvant restreindre indûment la liberté d'expression. Certes, la HACA constitue un rempart non-négligeable contre d'éventuelles dérives. Elle peut formuler des avis sur la réglementation et en sanctionner les violations par le biais d'amendes et de suspension de programme. Néanmoins, ces sanctions sont administratives et n'éteignent pas la possibilité de poursuites pénales. Leur but se limite en effet à la régulation du secteur à l'exclusion de toute finalité de punir l'opérateur fautif ou de réparer le dommage privé éventuellement subi par un tiers »*¹.

L'évolution législative relative à l'organisation du secteur audiovisuel au Maroc comprend deux étapes : premièrement, une législation renforçant le monopole de l'Etat en matière de la communication audiovisuelle ; deuxièmement, une libéralisation progressive du secteur. La présente recherche suivra la même direction car elle commencera par explorer l'histoire en matière de droit audiovisuel au Maroc à partir de la fin du 19ème siècle et le début du 20ème, avant de se pencher sur la question de l'organisation juridique du secteur avant et après l'indépendance du pays. Cela aboutira à la formulation de certaines remarques concernant les limites de la législation en matière de la libéralisation de la communication audiovisuelle au Maroc.

Donc, comment le secteur de l'audiovisuel s'organise -t- il juridiquement au Maroc ? Quels sont les changements législatifs qui ont été opérés dans ce secteur ? Quelles sont les phases du développement réglementaire du secteur audiovisuel au Maroc en vue de sa libéralisation ? Comment va-t-il aboutir à mettre en place une autorité indépendante de la communication audiovisuelle après des années du monopole de l'État ?

A travers ces questions, notre recherche a pour but de vérifier si l'évolution législative en matière de la communication audiovisuelle a -t- elle aboutit à une réelle libéralisation du secteur et examiner si les modifications apportées par cette législation ont -

¹ GRANGE, J., ESSOULAMI, S., (2019), « le cadre légal relatif à la liberté d'expression au Maroc ». Ce rapport a été rédigé dans le cadre du projet intitulé « Favoriser la mise en œuvre effective d'un cadre légal propice à la liberté d'expression, d'association et de réunion au Maroc », et mis en œuvre depuis juillet 2017 par l'association Adala pour le droit à un procès équitable, IREX Europe, ARTICLE 19 MENA et le secteur Communication et Information du bureau de l'UNESCO à Rabat.

t- elles changé de façon substantielle la nature et l'étendue de la communication audiovisuelle au Maroc ?

Ces hypothèses nous semblent avoir un grand intérêt pour traiter notre problématique qui porte principalement sur les changements législatifs auxquels le domaine audiovisuel doit faire face.

I. LE MONOPOLE DE L'ÉTAT SUR LE SECTEUR AUDIOVISUEL AU MAROC

Comme dans tous les pays, l'histoire de la communication audiovisuelle du Maroc a connu une évolution très mouvementée. À partir de 1857, l'année de l'avènement de la première poste anglaise à Tanger et jusqu'à 1907, le Maroc ne disposait d'aucune réglementation du secteur audiovisuel. En effet, c'est avec le Dahir daté du 25 novembre 1924 que le monopole de l'État sur l'audiovisuel a été décrété d'une façon intégrale et a été reconduit par le Maroc indépendant.

Dès les premiers gouvernements marocains, le monopole de l'État s'est étendu pour viser notamment les stations privées basées au nord du pays et surtout Tanger, zone internationale à l'époque. L'État marocain a exercé son contrôle sur toutes les formes de communication audiovisuelle depuis huit décennies : le télégraphe, le téléphone, la radio, le cinéma et la télévision. Ainsi, l'audiovisuel deviendra depuis un média de souveraineté par excellence et la communication audiovisuelle est tombée dans le joug du contrôle sécuritaire, qui perdura pendant plusieurs décennies malgré de nombreuses tentatives de le libérer.

I.1. LE SECTEUR AUDIOVISUEL AU MAROC AVANT ET SOUS PROTECTORAT : Un étendu total du monopole de l'Etat

Avant le protectorat, le Maroc a installé un système de monopole dans le but de confronter les ambitions des puissances étrangères et pendant la période coloniale, les autorités françaises, l'ont utilisé pour s'assurer qu'elles soient la seule voix captée par les marocains et bloquer la route à toute initiative privée qui peut venir nuire à ses pouvoirs.

C'est au début du XX^{ème} siècle, et précisément en Avril 1907², que la première législation voit le jour avec un dahir, visant initialement les télécommunications, qui va lancer le processus du monopole de l'État sur le secteur et qui va s'étendre progressivement.

² En 1907, la France décida de vendre au Makhzen les postes de Tanger et de Casablanca, puis celle de Rabat et d'Essaouira. Le contrat fut signé à Paris le 14 Janvier 1908.

D'abord, le Sultan Moulay Hassan 1^{er} décréta que « *l'exploitation des télégraphes avec ou sans fil était un monopole d'État dans tout l'empire chérifien* ».

Ensuite, le dahir de 1907, fait par le Sultan Abdelaziz, est le premier texte qui habilite l'État à monopoliser le domaine du télégraphe. Ce texte a été adopté en réaction envers les puissances étrangères qui se sont efforcé d'affirmer leur présence au Maroc à travers l'introduction des techniques modernes de télégraphe ou de téléphone au Maroc. Le Sultan Moulay Abdelaziz a décidé que l'exploitation des câbles du télégraphe et du téléphone est une affaire de l'État Marocain. Le Bureau international de l'Union des télégraphes a été informé par cette décision le 1^{er} février 1909 puis à la Convention de Berne sur la "Radio Télégraphe", le 25 février 1911³.

Sur cette base, on peut considérer que la décision du Sultan Moulay Abdelaziz est une continuation de la politique de son prédécesseur, le Sultan Moulay Hassan 1^{er}, qui s'efforçait d'éloigner le Maroc de la domination étrangère⁴. Les puissances coloniales, dans cette période, cherchaient un outil pour faciliter leur entrée au Maroc en profitant du télégraphe et en connectant plusieurs régions marocaines par ce moyen afin de faciliter les communications militaires.

Pour traduire le contenu de ce Dahir sur le terrain, le Sultan Moulay Abdelaziz a ordonné, en Janvier 1908, l'achat de tous les appareils télégraphiques en propriété de la Société Marocaine du Télégraphe. Une société anonyme dont 4/5 de son capital est français. De ce fait, l'État Marocain est devenu l'actionnaire principal et monopolise presque totalement le secteur.

Le règne de Moulay Abdelhafid et Moulay Youssef a confirmé le monopole de l'État. En effet, après la signature du Traité du protectorat, la législation consacrée au monopole d'État sur le secteur audiovisuel s'est renforcée avec le Dahir du 25 novembre 1924, qui est « *le texte juridique fondateur du monopole réel de l'État marocain/Français sur le secteur de l'audiovisuel et qui a complété le Dahir d'Avril 1907* »⁵.

³ MACHICHI, M.A.I., (1994), « L'évolution législative du secteur audiovisuel marocain » dans « la communication et des médias au Maroc : historique et évolution », Revue Marocaine de Recherches sur les Affaires, N° 3, p. 28.

⁴ Idem, p. 28.

⁵ Idem, p. 29.

Le premier article du Dahir du 25 Novembre 1924 explicite que « *l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du Maroc est exclusivement chargée d'assurer toutes opérations en matière de télégraphe et de téléphone avec fil ou sans fil* »⁶.

À travers ce Dahir, les autorités françaises cherchaient activement à contrôler le contenu du discours médiatique dans cette période et d'être en mesure de surveiller la programmation de la radio pour faciliter leur pénétration au Maroc. Un arrêté viziriel, publié le 11 Juillet 1928⁷, décrit que toutes les informations, destinées à la diffusion par Radio Maroc, devraient être approuvées, avant la diffusion, par le Directeur de l'Office Chérifien des PTT et qui peut annuler toute information qui touche à la sécurité nationale, l'ordre public et la moralité publique et en cas d'une plainte, il faut avoir recours au Résident Général et non à la cour. L'objectif était d'assurer une forte propagande en faveur des autorités du protectorat français et d'interdire la diffusion de toutes les informations qui vont nuire à leurs intérêts.

Retenons ici que cette législation a attribué à l'Office Chérifien des PTT le rôle de diffuseur et en même temps une mission de régulation et de contrôle. Une mission renforcée par le Dahir du 29 Août 1939, portant institution d'un contrôle général des informations, qui donne au Résident Général Français le pouvoir de prendre toutes les mesures en vue de réglementer le contrôle public des informations quelle que soit sa nature et notamment les programmes radiophoniques et toute documentation photographique ou cinématographique⁸.

En parallèle de son contrôle des programmes de Radio Maroc, l'autorité française a également étendu son contrôle sur l'organisation administrative de ladite Radio. Depuis de sa création, Radio Maroc a été dirigée, comme la majorité de ses employés, par un français nommé par le Président de la République Française sous proposition de la direction de la radio française.

⁶ Dahir du 25 novembre 1924 (27 rabia II 1343) relatif au monopole de l'Etat en matière de la télégraphie, et de téléphonie, avec fil ou sans fil, publié au Bulletin officiel n° 635 du 23 décembre 1924, p. 1903.

⁷ Arrêté viziriel du 11 juillet 1928 (23 moharrem 1347) réglementant l'établissement et l'usage des postes radioélectriques privés, publié au Bulletin officiel n° 822 du 24 Juillet 1928, p 1988.

⁸ Dahir du 29 août 1939 (13 rejeb 1358) portant institution d'un contrôle général des informations, publié au Bulletin officiel, n° 1400 quater du 31 Août 1939, p 1321.

En 1947, le Dahir du 18 Février⁹ concernant l'organisation et les attributions de l'Office Chérifien des PTT est considéré comme le premier texte juridique au Maroc qui évoque explicitement le mot de la radio et le distingue des autres formes de communication avec fil ou sans fil et en lui dotant le statut de la personnalité physique et de l'indépendance financière.

En 1949, les autorités françaises, en vue de limiter l'impact significatif de la résistance marocaine au niveau national et international, vont procéder à une nouvelle rectification du Dahir de 1924 pour qu'il comprenne toutes les formes et les moyens de communication quelles que soient leurs natures (symboles, signes, scripts, images, sons...) ¹⁰.

En matière de la Télévision, et pour leur permettre d'intensifier leur propagande au Maroc, les autorités du protectorat français ont introduit la télévision en donnant le feu vert pour créer la première chaîne de Télévision au Maroc, baptisée « Telma ». Cette chaîne a été dirigée par une société (Société Marocaine de la Radio et de la Télévision) constituée d'entreprises et d'institutions et des banques françaises avec un capital qui dépasse 400 millions de francs français.

Le Dahir du 29 mai 1951 relatif à l'approbation de la convention et du cahier des charges relatifs à la concession du réseau de télévision au Maroc¹¹, a fondé une base juridique pour commencer l'expérience de la première chaîne de télévision au Maroc en lui accordant l'autorisation de diffusion à partir du 24 Février 1954 avec une moyenne de 30 heures de diffusion par semaine pour une durée de 50 ans. Toutefois, « Telma » a été contrainte de cesser d'émettre ses émissions le 20 mai 1955, après moins d'un an sur le lancement en raison de la faillite, mais aussi, en raison de la conjoncture politique critique qui a entraîné le début d'échec des autorités de protectorat dans tous les domaines y compris le domaine de l'audiovisuel au profit de l'État marocain.

Ces dahirs n'ont fait que renforcer le contrôle et le monopole total de la puissance coloniale, alors qu'on assiste paradoxalement en parallèle à cette même époque, notamment pendant les années quarante dans la Région de Tanger qui bénéficiait d'un

⁹ Dahir du 18 février 1947 (27 rabi' I 1366) relatif à l'organisation de l'administration centrale de l'Office Chérifien des postes, des télégraphes et des téléphones, publié Bulletin officiel, n° 1808, 20 Juin 1947, p 583.

¹⁰ CHEKROUNE, A., (1999), La Radio et la télévision Marocaine : faits et souvenirs, 1^{ère} édition, En arabe, Imprimerie Annajah Al jadida, Casablanca, p. 93.

¹¹ Dahir du 29 mai 1951 (22 chaabane 1370) approuvant la convention et le cahier des charges relatifs à la concession du réseau de télévision au Maroc, publié au Bulletin officiel n° 2017 du 22 Juin 1951, p 994.

statut international particulier, à une floraison inédite des radios privées dans la zone internationale de Tanger.

En réalité, ces radios privées ont été créées par des investisseurs de nationalité française, espagnole et américaine installés dans la région de Tanger. Il s'agit de Radio impériale¹², Radio Tanger Internationale¹³, Radio Africa Maghreb¹⁴, Pan American Radio¹⁵, Radio Dersa¹⁶ et bien d'autres stations.

I.2 : LE SECTEUR AUDIOVISUEL AU MAROC APRES L'INDEPENDANCE : Le secteur audiovisuel au centre des préoccupations du Maroc indépendant

Après l'indépendance, la politique de l'État n'a pas changé envers les médias pour que le secteur reste soumis à son monopole. Il a fallu attendre 1980 pour qu'il y ait la première dérogation à ce monopole en créant la première radio privée du Maroc. En fait, le Maroc indépendant a cherché à identifier ses zones de souveraineté pendant la phase de transition, caractérisée par des relations conflictuelles entre les autorités du protectorat et l'État marocain dans divers domaines dont le secteur des médias. Le secteur audiovisuel, en raison de son rôle dans la publicité et la propagande, était parmi les préoccupations privilégiées des autorités marocaines indépendantes.

Dès le premier gouvernement du Maroc indépendant, en 1956, un Secrétariat d'État est dédié à l'Information. Il a pour mission principale l'orientation de l'information afin de mettre en place un paysage médiatique plus ou moins contrôlé. C'est ainsi que le monopole de l'État fut renforcé par différents Dahir, notamment celui du 18 mai 1959 mettant fin à l'activité des stations étrangères dans la région du nord¹⁷, celui du 13 Juin 1959 soumettant

¹² Fondée par Charles Michelson en 1936, elle diffusait ses programmes localement depuis Beni Makada pendant 18 heures par jour et en cinq langues : Arabe, Français, Espagnol, Anglais, Italien. Elle a été achetée par le gouvernement français en 1942. En avril 1960 les marocains prennent totalement en main la radio et la baptise « la voix du Maroc ». En 1962 la radio est mise à la disposition du FLN et devient « la voix de l'Algérie libre et combattante ». Elle est aujourd'hui la station régionale de la RTM /SNRT du Rif.

¹³ Fondée par Herbert R. Southrout en 1946 dont le capital se répartit ainsi : Cadena SER 49 %, américains 33 %, marocains 16 %, français 1,6 %. Elle diffusait ses programmes pendant 15 heures par jour, en cinq langues : Anglais, Français, Espagnol, Tchèque et la langue Hongroise.

¹⁴ Fondée par Jack Trimouly en 1947. Elle diffusait ses programmes en arabe, en français et en espagnol. Son groupe de stations englobait également deux autres Radios, à savoir, Radio Tanger et Radio Inter- Afrique.

¹⁵ Financée et mise en place par les États-Unis d'Amérique en 1948 pour promouvoir son image et son idéologie après la Seconde Guerre mondiale. Elle diffusait ses programmes 24/24 heures.

¹⁶ Fondée, dans un premier lieu, par le Résidanat Espagnol en 1932 puis, cédée à une entreprise privée « Société Torres Kivado » en 1944, elle a reçu une licence par le biais du Représentant (Khalifa) du Sultan dans la région du nord selon les dispositions du Dahir du 24 Avril 1944, qui permet la diffusion des Radios dans le nord. S'ajoute à cette Radio, deux stations créées par le Résidanat Espagnol à Laâyoune et Dakhla.

¹⁷ Dahir n° 1.59.173 du 10 kaada 1378 (18 mai 1959) relatif à l'exploitation de certains établissements de radiodiffusion, publié au Bulletin officiel n° 2430 du 22 Mai 1959, p 1591.

toutes les émissions des établissements de radiodiffusion au contrôle du directeur de la Radiodiffusion Nationale marocaine et d'un décret du même date accordant à ce dernier l'attribution d'interdire tout programme qu'il juge nuisant à l'indépendance et à la souveraineté nationale¹⁸. Ces textes ont été renforcés par l'activation de la déclaration de la Conférence Internationale qui s'est tenue en 29 octobre 1956 concernant le statut international de Tanger après l'indépendance.

En vertu de l'article 20 de cette déclaration, l'annulation du statut spécial de cette région permettra à l'État d'exercer son monopole sur le domaine des Postes, Télégraphe et Téléphone en intégrant cette partie dans le territoire national¹⁹.

En 1960, toutes les stations de radio qui diffusaient leurs programmes à Tanger cessaient d'émettre à l'exception du Radio « Voice of America » qui ne s'arrêta qu'en 1964. De ce fait, la radio nationale a bénéficié de l'arrêt de ces stations, surtout techniquement, en procurant les équipements des stations « Radio Dersa » à Tétouan, et « Radio Panaméricain » à Tanger ainsi que les dispositifs abandonnés par Radio « Voice of America » ; à l'exception des équipements de la Radio « Africa- Maghreb » qui ont été transportés à l'étranger.

En plus de son monopole de la radiodiffusion, l'État Marocain a commencé à partir de 1961 à s'intéresser également à la télévision. En effet, au mois de mai, à l'occasion d'une manifestation économique à la Foire Internationale de Casablanca, une première expérience de la télévision a vu le jour. Durant dix- sept jours, la Radio Nationale et le Ministère des PTT ont diffusé des programmes au public tout au long de cette période. Cependant, la première entrée officielle de la chaîne marocaine de télévision au Maroc s'est faite à l'occasion de la fête du Trône avec la transmission du discours royal de feu Sa Majesté Hassan II. C'était le samedi 03 Mars 1962. Il s'agit de la Radiodiffusion Télévision Marocaine (RTM).

En 1967, un nouveau texte réorganise le Ministère de l'Information et lui donne de nouvelles prérogatives et une tutelle sur la Radiodiffusion Télévision Marocaine (RTM) ainsi que sur le Centre Cinématographique Marocain (CCM) et le Bureau Marocain des Droits

¹⁸ Dahir n° 1.59.227 du 06 hija 1378 (13 juin 1959) modifiant et complétant le Dahir n° 1.59.173 du 10 kaada 1378 (18 mai 1959) relatif à l'exploitation de certains établissements de radiodiffusion et le Décret n° 2.59.0506 du 06 hija 1378 (13 juin 1959) relatif aux modalités d'application du Dahir n° 1.59.173 du 10 kaada 1378 (18 mai 1959) relatif à l'exploitation de certains établissements de radiodiffusion, publiés au Bulletin officiel n° 2434 du 19 Juin 1959, p 1035.

¹⁹ CHEKROUNE, A., op.cit., p. 87.

d'Auteur (BMDA). Ses missions consistent en la production et la diffusion de l'information et la réglementation du secteur.

Au début des années quatre- vingt, les pouvoirs publics commencent un processus maîtrisé de la libéralisation du secteur audiovisuel et déclenchent le début d'une rupture conditionnée avec le monopole étatique mais qui donne naissance aux premières prémices de la libéralisation du secteur audiovisuel au Maroc.

Dans un premier lieu, Cette étape a été franchie par la création de la première radio privée au Maroc. Il s'agit de la Radio Méditerranée International (Médi 1) qui fut créée par une convention de maîtrise entre l'État marocain et la Société Française de Radiodiffusion SOFIRAD suite aux travaux de l'assemblée constitutive qui s'était réunie le 10 juillet 1980. Son capital a été divisé entre la partie marocaine qui détenait 51% alors que la partie française détenait les 49% restantes. Mais même si la partie marocaine est majoritaire des actions, la station a été dirigé par un conseil d'administration et un directeur général nommé presque toujours parmi les dirigeants de nationalité française. Par ailleurs, elle était tenue de respecter la religion musulmane, la monarchie marocaine et l'intégrité territoriale.

La mise en place de cette radio a permis de marquer le début d'un processus d'ouverture du secteur des médias sur le monde et à ouvrir la porte à des nouvelles initiatives.

Ensuite, une radio hybride FM a vu le jour. Il s'agit de la Radio FM Casablanca qui dépendait de l'Office des Foires et des Expositions de Casablanca (OFEC), un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière placé sous la tutelle administrative du Ministère du Commerce et de l'industrie depuis 1977 et composé des représentants et organismes intéressés et dirigé par un Directeur nommé conformément à la législation en vigueur²⁰. Cette Radio a commencé à émettre ses programmes le 24 octobre 1987 pendant 18 heures.

Une année plus tard, une nouvelle brèche est venue ébranler le monopole à travers la création de la première chaîne privée en Afrique et dans le monde arabe. L'État avait accordé à la SOREAD (Société des Réalisations et d'Études Audiovisuelles) une concession de vingt ans l'autorisant à programmer et à diffuser des émissions de télévision sur l'ensemble

²⁰ L'OFEC est soumis aux dispositions du Dahir n° 1.59.271 du 17 chaoual 1399 (14 Avril 1979), instituant le contrôle financier de l'état sur les offices, établissements publics et sociétés concessionnaires, ainsi que sur les sociétés et organismes bénéficiant du concours financier de l'État ou des collectivités publiques.

du territoire national. Cette société était chargée de l'élaboration d'un cahier de charges et des expertises nécessaires pour la création de 2M international. À la suite de la signature d'une convention d'exploitation et d'un cahier des charges en 1988 entre les deux parties, la première chaîne privée et commerciale payante au Maroc démarrait le 4 mars 1989. Elle diffusait des émissions cryptées avec deux plages en clair. Après sept ans de fonctionnement, l'actionnaire principal de la SOREAD, l'ONA, se retire de la gestion de la chaîne qui connaissait des difficultés financières. L'État, signataire de la concession, en reprend le contrôle le 19 juin 1996 avec une participation de 68 % dans le capital.

L'avènement du gouvernement d'alternance, en 1998, a créé un climat favorable au débat fécond sur le problème du contrôle de l'État sur les médias et marqué par la participation des professionnels et de la société civile qui ont appelé à traduire ce débat sur le terrain en principes et en programmes et en adoptant d'une nouvelle réglementation du secteur.

Afin d'apaiser ce climat social sans lâcher prise sur le contrôle politique de ce secteur stratégique, les autorités publiques marocaines ont été amenées à se rendre à l'évidence du développement économique et de l'ouverture sur le monde des médias en mettant en place un cadre légal et réglementaire pour initier une libéralisation progressive du secteur. L'intérêt des professionnels, de la société civile et de l'État pour cette réglementation a suscité le débat sur sa libéralisation du monopole de l'État. C'est ainsi que plusieurs projets de réforme ont vu le jour. Ces projets ont pour objectif ultime, la consécration de la liberté de la communication audiovisuelle.

II. LA LIBRE ENTREPRISE DANS LE SECTEUR AUDIOVISUEL AU MAROC

En 2002, les pouvoirs publics au Maroc ont fait un pas historique dans l'évolution du secteur audiovisuel en adoptant le Décret-loi n° 2-02-663²¹ qui vient enfin annoncer l'avènement d'une nouvelle ère pour la communication audiovisuelle au Maroc.

Cette loi a pour objectif de lever le monopole de l'État en matière de radiodiffusion. Il abroge ainsi les dispositions du dahir du 25 novembre 1924 relatives au monopole de l'État en matière de radiodiffusion qui avaient été maintenues par l'article 111 de la loi n° 24-96 du 7 août 1997 relative à la libéralisation du secteur de la Poste et des Télécommunications,

²¹ Décret-loi n° 2-02-663 du 02 rajeb 1423 (10 septembre 2002) portant suppression du monopole de l'Etat en matière de radiodiffusion et de télévision, publié au Bulletin Officiel n° 5040 du 19 septembre 2002.

telle qu'elle a été modifiée et Complétée²². Cet avènement a été renforcée par une volonté d'assurer le bon fonctionnement des médias dans la liberté et dans la légalité sans aucune pression ou influence de la part des autorités publiques ou des opinions publiques quelque soient leur nature en mettant en place un ordre juridique adéquat, capable de consacrer tous les principes garantissant une communication audiovisuelle digne de garantir le respect des libertés individuelles. Cela fut concrétisé par la création de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) comme instance indépendante placée sous la tutelle de sa Majesté en 2002 et par la promulgation d'un texte réorganisant la communication audiovisuelle au Maroc en 2005.

L'objectif visé par ce changement radical est d'arriver à une libéralisation régulée et harmonieuse qui tiendra compte des exigences de la modernisation, du pluralisme et de l'ouverture de l'espace audiovisuel marocain.

II.1 : LA REORGANISATION DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE AU MAROC :

De nouveaux concepts de la communication audiovisuelle

Etant donné de l'importance du rôle du secteur de la communication audiovisuelle dans la consécration des valeurs de liberté, du pluralisme, d'ouverture, de respect de la dignité humaine et de qualification du Maroc, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique, social et culturel, la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle promulguée par le Dahir n° 1-04-257 du 25 Kaâda 1425 (07 janvier 2005)²³ est une composante essentielle du mouvement de réforme initié par le Royaume que la nouvelle constitution du 1^{er} juillet 2011 et notamment ses articles 28 et 165²⁴ qui sont consacrés aux valeurs civilisationnelles fondamentales et des lois du Royaume et qui attribue à la HACA de veiller au respect de l'expression pluraliste des courants d'opinion, de pensée et du droit à l'information dans le domaine de l'audiovisuel.

²² Dahir n° 1-97-162 du 2 rabii II 1418 (7 août 1997) portant promulgation de la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications, publié au Bulletin Officiel n° 4518 du 18 septembre 1997, p 866.

²³ Dahir n° 1-04-257 du 25 Kaâda 1425 (07 janvier 2005) portant promulgation de la loi n° 77.03 relative à la communication audiovisuelle, publié au Bulletin Officiel n° 5288 du 03 février 2005. Cette loi s'inscrit dans le cadre des profondes mutations que connaît le Royaume du Maroc. Elle constitue une étape très importante pour le passage d'une logique monopolistique à une logique pluraliste. Inscrit parmi les priorités du gouvernement marocain dirigé par le socialiste Abderrahmane YOUSOUFI, qui a déclaré lors de son discours d'investiture en 1997, que la libéralisation de la communication audiovisuelle fait partie des chantiers prioritaires, la réforme du paysage audiovisuel s'est enfin concrétisée avec l'adoption, à l'unanimité, par le Parlement de la loi sur la communication audiovisuelle, le 25 novembre 2004.

²⁴ Dahir n° 1-11-91 du 27 chaabane 1432 (29 juillet 2011) portant promulgation du texte de la constitution, publié au Bulletin Officiel n° 5964-Bis du 30 juillet 2011.

La loi n° 77- 03, telle comme a été promulguée en 2005, définit un certain nombre de concepts fondamentaux de la communication audiovisuelle en général. Il encadre cette dernière en la définissant dans son article premier comme étant « *...toute mise à la disposition du public ou de catégories de public, par un procédé de télécommunications, de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature qui n'ont pas le caractère d'une correspondance privée* ».

Cette définition a omis de définir les concepts des services qui composent la communication audiovisuelle (la Télévision, la Radio et les services de médias audiovisuels à la demande) mais aussi elle ne résout pas pour autant le dilemme engendré par cette loi concernant la délimitation des frontières entre la communication au public et la correspondance privée, étant donné que seul l'usage des techniques de télécommunications à des fins de publication de contenus diffusés à destination du public constitue l'objet du droit de la communication audiovisuelle. Or, les mêmes réseaux ou supports servent désormais à diffuser, simultanément ou alternativement, des contenus destinés non au public.

En plus de la définition de la communication audiovisuelle, la loi 77-03 définit également un certain nombre de concepts fondamentaux concernant les supports et les techniques de la communication audiovisuelle, notamment, l'œuvre audiovisuelle, la production audiovisuelle, la production propre, l'opérateur de communication audiovisuelle, la production audiovisuelle nationale, la télécommunication, les fréquences radioélectriques audiovisuelles, les ondes radioélectriques ou fréquences radioélectriques, le réseau de services de communication audiovisuelle, entre autres.

En outre, la loi n° 77-03 fixe le cadre juridique qui détermine les principes généraux et les mécanismes essentiels de la réglementation, comme le rappelle son préambule, il constitue « *...un jalon important dans le processus visant à mettre en place le cadre juridique de la libéralisation de ce secteur...* »²⁵. Elle pose les principes de base de la communication audiovisuelle.

En plus, la loi détermine, dans quatre chapitres, le régime juridique du secteur privé, consacré aux dispositions générales et communes concernant l'établissement et/ou l'exploitation de réseaux pour la diffusion des services de communication audiovisuelle par voie hertzienne terrestre, satellite, réseaux câblés de distribution des services de

²⁵ Préambule de la loi n° 77-03, Op.cit.

communication audiovisuelle, et par tout autre mode technique, en déclinant les différentes modalités et conditions d'accès à ce dernier, notamment par le biais d'un système de licence basée sur cet instrument central qu'est le cahier des charges.

Dans le Titre III, en deux chapitres, ladite loi encadre aussi l'activité des sociétés nationales de l'audiovisuel public et notamment la Société Nationale de Radiodiffusion et de la Télévision²⁶, en leur traçant des objectifs précis et une organisation particulière, le tout devant constituer l'objet d'un cahier de charges dûment publié et contrôlé. Quant à la Société SOREAD- 2M, la loi lui consacre deux articles énumérés dans le Titre VI concernant les dispositions transitoires et finales en lui imposant de se conformer aux prescriptions d'un cahier des charges qui doit être élaboré, dans un délai de six mois à compter de la date de publication de cette loi, par le gouvernement et approuvé par la Haute Autorité, qui prévoit notamment les missions de service public que ladite société est chargée d'assurer.

Enfin, la loi prévoit, dans dix articles (de 70 à 80) du Titre V, des sanctions pénales, civiles et administratives aux différentes infractions qu'elle établit en cas d'infraction des dispositions des lois en vigueur ou des cahiers de charges.

II.2 : LA CREATION DE LA HACA : une instance indépendante nécessaire pour la régulation du secteur

La création de la Haute Autorité de la Communication audiovisuelle (HACA) vise à consacrer la double liberté de communication et d'entreprise à travers une libéralisation régulée par une autorité administrative indépendante qui veille principalement au respect de certains droits fondamentaux et des valeurs.

Afin d'assurer le bon exercice de sa mission de régulation du secteur audiovisuel devenu ouvert à la libre entreprise et sauvegarder son indépendance, elle a été placée sous la tutelle royale. Le dahir de sa création²⁷ traduit la volonté politique de mise en œuvre d'une action réellement indépendante et spécialisée en toute impartialité. C'est dans ce sens que Sa Majesté le Roi Mohammed VI, dans son discours du Trône de 2002 a dit : « *dans le cadre de la mission qui Nous est dévolue par la Constitution en matière de protection des droits et des libertés des citoyens, des groupes sociaux et collectivités, Nous avons œuvré*

²⁶ La SNRT a remplacé la Radiotélévision Marocaine (RTM) et le Service Autonome de Publicité (SAP) en se transformant en une société anonyme en avril 2005.

²⁷ Dahir n° 1-02-212 du 22 joumada II 1423 (31 août 2002) portant création de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, modifié par le Dahir n° 1-03-302 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003), par le Dahir n° 1-07-189 du 19 kaâda 1428 (30 novembre 2007) et par le Dahir n° 1-08- 73 du 20 chaoual 1429 (20 octobre 2008).

pour l'élaboration d'un Dahir chérifien portant création d'une instance supérieure de la communication audiovisuelle, en tant qu'institution indépendante, disposant des moyens à même de lui permettre d'assumer sa mission, en toute impartialité ».

Cette instance a vu le jour par le Dahir n°1-02-212 du 31 août 2002. Son fonctionnement effectif n'a commencé qu'en 2004. Étant une instance administrative indépendante, elle est chargée de gérer les conflits qui peuvent naître entre des opérateurs privés ou publics et de trancher lorsqu'il est question de décisions, d'octroi de licences et du respect des cahiers de charges.

Le Dahir portant création de la HACA, prévoit que celle-ci est une institution bicéphale. Elle est déclinée en deux organes, d'une part, d'un Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle (CSCA) qui constitue son instance décisionnelle et délibérante et disposant d'une multitude de fonctions ; et d'autre part, d'une direction générale (DGCA) qui constitue son organe de préparation et d'exécution et qui regroupe les services administratifs et techniques ainsi que les ressources humaines nécessaires capables d'accomplir ces missions.

A travers son conseil, la HACA est appelée à assumer un rôle central en sa qualité d'instance administrative indépendante de régulation. Elle a pour mission de veiller au respect de la double liberté de communication et d'entreprises audiovisuelles dans le respect des principes universels du pluralisme et de l'objectivité de l'information, ainsi que des valeurs civilisationnelles fondamentales marocaines.

Son Conseil Supérieur est doté de plusieurs compétences, entre autres, consultative, politique, para- législative, para- réglementaire et para- judiciaire ainsi qu'une fonction décisionnelle. Pour la mise en œuvre de ses décisions, le conseil dispose du personnel et des services de la Direction Générale de la Communication Audiovisuelle qui est en quelque sorte l'organe exécutif et technique de la HACA. Elle regroupe en son sein des services administratifs et techniques. Elle remplit ses missions de préparation de dossiers devant être instruits par le CSCA et de l'exécution de ses décisions grâce aux efforts conjoints de ses différents services²⁸.

En effet, le développement de la régulation du secteur audiovisuel s'est accompli en se basant sur plusieurs principes et fondements. Ainsi, dans son préambule, le Dahir créant

²⁸ Dahir portant création de la HACA, articles 13 et 14. Op.cit.

la HACA fait référence à ces principes. Il stipule que *« Considérant que le droit à l'information, élément essentiel de la libre communication des pensées et des opinions, doit être assuré, notamment, par une presse indépendante, des moyens audiovisuels pouvant se constituer et s'exprimer librement, un service public de radio et de télévision à même d'assurer le pluralisme des divers courants d'opinion, dans le respect des valeurs civilisationnelles fondamentales et des lois du Royaume, notamment celles relatives à la protection de la jeunesse et au respect de l'honneur et de la dignité des personnes; Considérant que la mise en œuvre des principes précédents nécessite la création d'une institution particulière, placée sous Notre Protection tutélaire et disposant des moyens nécessaires pour assumer ses missions en toute impartialité »*²⁹.

Aujourd'hui, la HACA n'économise aucun effort pour répondre aux missions qui lui sont attribuées et satisfaire les attentes des professionnels du secteur audiovisuel. Grâce à l'indépendance qu'il a su garantir à l'Autorité de régulation de son paysage audiovisuel, le Maroc a su marquer une avance significative en comparaison avec d'autres pays.

CONCLUSION :

Au terme de cet article, nous avons mis l'accent sur l'organisation législative du secteur audiovisuel au Maroc en exposant les différents aspects du changement du secteur audiovisuel de la monopolisation de l'État à la libéralisation. La place particulière de l'audiovisuel a poussé l'État Marocain à le monopoliser et chercher à devenir le seul acteur dans le domaine avant le protectorat et après l'indépendance.

La libéralisation du secteur audiovisuel marocain et sa réorganisation à travers l'instauration d'un cadre juridique adéquat a montré comment le Maroc a mis en place une autorité indépendante, chargée de réguler et d'assurer son bon fonctionnement dans la liberté et dans la légalité. En fait, la HACA constitue la pierre angulaire du dispositif de la mise en œuvre de la loi de la communication audiovisuelle puisqu'elle est la seule institution habilitée à créer les conditions à la réglementation et la gestion du secteur audiovisuel public et privé et à veiller au respect des principes de liberté d'expression et de pluralisme.

Certes, la loi n°77-03 dans sa version de 2005 a représenté un point de rupture conceptuel et pratique avec l'approche traditionnelle du droit de la communication audiovisuelle, basé jusque-là sur des méthodes juridiques approximatives mais même avec les apports considérables qu'elle a fait au paysage audiovisuel marocain, il n'en demeure pas

²⁹ Préambule de la loi n° 77-03, Op.cit.

moins qu'elle n'appréhende pas, de façon exhaustive, certaines problématiques actuelles comme celles découlant de la liberté d'expression, de la concurrence entre les opérateurs audiovisuels, de la convergence, de la filialisation des activités sectorielles ou encore le flou en ce qui concerne certaines définitions et certains concepts de la communication audiovisuelle vu qu'ils manquent de développement et d'éclaircissements qui les rendent fluides vis-à-vis des professionnels pour les appliquer au niveau pratique.

En guise de conclusion, on peut noter que si la législation en matière de la communication audiovisuelle est bien évoluée sur le plan théorique par rapport à plusieurs d'autres pays, elle reste, néanmoins, une législation limitée pour qu'elle puisse aboutir à une réelle libéralisation du secteur. Certes, le législateur marocain a adopté plusieurs lois promulguées en 2015, en 2016 et en 2021 afin d'amender et d'enrichir la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle mais les modifications apportées par ces lois suscitent encore des critiques à cause des lacunes qui freinent jusqu'à aujourd'hui une étendue substantielle du secteur. Cette fragilité met le législateur marocain devant un défi d'avoir un cadre juridique très prometteur sur le papier et de le faire suivre par des changements concrets dans les faits afin de consolider l'État de droit et les libertés dans le domaine audiovisuel.

BIBLIOGRAPHIE :**- Ouvrages et articles :**

CHEKROUNE, A., (1994), La Radio et la télévision Marocaine : faits et souvenirs, En arabe, Imprimerie Annajah Al jadida, Casablanca, 1ère édition, 1999, p. 93.

MACHICHI, M.A.I, (1994), « L'évolution législative du secteur audiovisuel marocain » dans « la communication et des médias au Maroc : historique et évolution », Revue Marocaine de Recherches sur les Affaires, N°3, p. 280.

EL-ISSAWI, F., (2016), « Moroccan National Media, between change and statu quo », London School of Economics, Middle East Centre.

HIDASS, A., (2007), « La régulation des médias audiovisuels au Maroc », L'Année du Maghreb II.

GHAZALI, A., (2016), « Assessment of media legislation in Morocco », MedMedia Report.

GRANGE, J., ESSOULAMI, S., (2019), Rapport sur le cadre légal relatif à la liberté d'expression au Maroc, dans le cadre du projet intitulé « Favoriser la mise en œuvre effective d'un cadre légal propice à la liberté d'expression, d'association et de réunion au Maroc », l'association Adala pour le droit à un procès équitable, IREX Europe, ARTICLE 19 MENA et le secteur Communication et Information du bureau de l'UNESCO à Rabat.

- Textes juridiques de référence :

Dahir n° 1-11-91 du 27 chaabane 1432 (29 juillet 2011) portant promulgation du texte de la constitution, publié au Bulletin Officiel n° 5964-Bis du 30 juillet 2011.

Dahir du 25 novembre 1924 (27 rabia II 1343) relatif au monopole de l'Etat en matière de la télégraphie, et de téléphonie, avec fil ou sans fil, publié au Bulletin officiel n° 635 du 23 décembre 1924, p. 1903.

Arrêté viziriel du 11 juillet 1928 (23 moharrem 1347) réglementant l'établissement et l'usage des postes radioélectriques privés, publié au Bulletin officiel n° 822 du 24 Juillet 1928, p 1988.

Dahir du 29 août 1939 (13 rejeb 1358) portant institution d'un contrôle général des informations, publié au Bulletin officiel n° 1400 quater du 31 Août 1939, p 1321.

Dahir du 18 février 1947 (27 rabia I 1366) relatif à l'organisation de l'administration centrale de l'Office Chérifien des postes, des télégraphes et des téléphones, publié Bulletin officiel, n° 1808, 20 Juin 1947, p 583.

Dahir du 29 mai 1951 (22 chaabane 1370) approuvant la convention et le cahier des charges relatifs à la concession du réseau de télévision au Maroc, publié au Bulletin officiel n° 2017 du 22 Juin 1951, p 994.

Dahir n° 1.59.173 du 10 kaada 1378 (18 mai 1959) relatif à l'exploitation de certains établissements de radiodiffusion, publié au Bulletin officiel n° 2430 du 22 mai 1959, p 839.

Dahir n° 1.59.227 du 06 hija 1378 (13 juin 1959) modifiant et complétant le Dahir n° 1.59.173 du 10 kaada 1378 (18 mai 1959) relatif à l'exploitation de certains établissements de radiodiffusion, publié au Bulletin officiel n° 2434 du 19 Juin 1959, p 1035.

Décret n° 2.59.0506 du 06 hija 1378 (13 juin 1959) relatif aux modalités d'application du Dahir n° 1.59.173 du 10 kaada 1378 (18 mai 1959) relatif à l'exploitation de certains établissements de radiodiffusion, publiés au Bulletin officiel n° 2434 du 19 Juin 1959, p 1035.

Dahir n° 1-97-162 du 2 rabii II 1418 (7 août 1997) portant promulgation de la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications, publié au Bulletin Officiel n° 4518 du 18 septembre 1997, p 866.

Décret-loi n° 2-02-663 du 02 rajeb 1423 (10 septembre 2002) portant suppression du monopole de l'Etat en matière de radiodiffusion et de télévision, publié au Bulletin Officiel n° 5040 du 19 septembre 2002.

Dahir n°1-04-257 du 7 janvier 2005 portant promulgation de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, publié au Bulletin Officiel n°5288 du 3 février 2005.

Dahir n° 1-15-123 du 18 chaoual 1436 (4 Août 2015) portant promulgation de la loi n°96.14 modifiant et complétant la loi n°77.03 relative à la communication audiovisuelle, publié au Bulletin Officiel n° 6410 du 5 novembre 2015.

Dahir n° 1-15-120 du 18 chaoual 1436 (4 Août 2015) portant promulgation de la loi n°83.13 complétant la loi n°77.03 relative à la communication audiovisuelle, publié au Bulletin Officiel n° 6410 du 5 novembre 2015.

Dahir n° 1-16-155 du 21 kaada 1437 (25 Août 2016) portant promulgation de la loi n°66.16 modifiant et complétant la loi n°77.03 relative à la communication audiovisuelle, publié au Bulletin Officiel n° 6526 du 15 décembre 2016.

Dahir n° 1-21-97 du 15 Hijja 1442 (26 juillet 2021) portant promulgation de la loi n°16.18 modifiant et complétant la loi n°77.03 relative à la communication audiovisuelle, publié au Bulletin Officiel n° 7054 du 06 janvier 2022.

Dahir n° 1-02-212 du 22 jourmada II 1423 (31 août 2002) portant création de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, publié au Bulletin Officiel n° 5036 du 15 septembre 2002.

Dahir n°1-03-302 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) modifiant le dahir n°1-02-212 du 22 jourmada II 1423 (31 août 2002) portant création de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, publié au Bulletin Officiel n° 5162 du 20 novembre 2003.

Dahir n° 1-07-189 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) modifiant et complétant le Dahir n°1-02-212 du 22 jourmada II 1423 (31 août 2002) portant création de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, publié au Bulletin Officiel n° 5584 du 6 décembre 2007.

Dahir n° 1-08-73 du 20 chaoual 1429 (20 octobre 2008) complétant le dahir n° 1-02-212 du 22 jourmada II 1423 (31 août 2002) portant création de la Haute autorité de la communication audiovisuelle, publié au Bulletin Officiel n° 5680 du 6 novembre 2008.

Dahir n° 1-16-123 du 21 kaada 1437 (25 Août 2016) portant promulgation de la loi n° 11-15 portant réorganisation de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, publié au Bulletin Officiel n° 6522 du 1^{er} décembre 2016.